

Conférence nationale du PCF

Propositions pour décision au Conseil national

CEN du 25 janvier 2021

Pilotage de l'organisation

Pierre Lacaze et Marie-Jeanne Gobert en lien avec tous les services concernés de la direction nationale.

Date

Samedi 10 avril 2021 en journée et dimanche 11 avril 2021 en matinée.

Lieux

Au regard de l'aggravation de la situation sanitaire, un format en présentiel de l'ensemble des délégués ne semble pas envisageable. Le dispositif pourrait être le suivant :

- bureau de la conférence en présentiel au siège national ;
- délégations des fédérations (comprenant notamment les membres du CN et parlementaires) réunies en présentiel dans chaque département ;
- visioconférence entre les différents lieux.

Composition de la conférence

Si l'impossibilité de tenir la conférence dans un format en présentiel de l'ensemble des délégués est pénalisant pour l'événement, le format en visioconférence peut nous permettre de rassembler un nombre élevé de délégués pour donner tout l'ampleur que nous souhaitons à cette initiative nationale.

Proposition d'objectif : 1 000 délégués.

- Les membres du CN (189 camarades) et les parlementaires (25 camarades) sont membres de droit de la conférence nationale, soit 214 délégués.
- S'ajoutent à ces membres, les délégués élus par les conseils départementaux selon la clé de répartition.

Proposition de clé de répartition pour parvenir à 1 000 délégués : 3 délégués d'office par fédération + 1 délégué par tranche de 80 cotisants.

Si l'on ajoute les membres du CN et les parlementaires, une telle clé de répartition aboutirait à (calcul basé sur les cotisants au 19.12.20 en attente des cotisants au 31.12.20) :

- 17 fédérations comprenant 3 à 5 délégués ;
- 54 fédérations comprenant 6 à 10 délégués ;
- 18 fédérations comprenant 11 à 20 délégués ;
- 2 fédérations comprenant 20 à 30 délégués ;
- 5 fédérations comprenant 30 à 50 délégués.

Date limite de remontée des cotisations au 31.12.20 par les fédérations : 15 février 2021

Travail en cours pour l'organisation

Nécessité de réaliser un cahier des charges comprenant l'ensemble des besoins techniques, garantir nationalement l'équipement de chaque fédération qui ne disposerait pas du matériel nécessaire, fournir à tous les délégués un système individuel sécurisé de demande d'intervention et de vote.